

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
[CÔTE-D'OR, NIÈVRE ET YONNE]  
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,  
*Journal officiel* du 26 mars 1998)

**AVENANT N° 20 DU 13 JANVIER 2005 (1)**

NOR : AGRS0597055M

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre agricole de la Nièvre ;

La fédération régionale des entreprises de travaux agricoles et ruraux ;

La fédération régionale des CUMA,

D'une part, et

L'union régionale CFDT de Bourgogne ;

L'union régionale CFTC de Bourgogne ;

L'union régionale CGC de Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'annexe II à la convention collective du 21 novembre 1997 est modifiée comme suit :

**B. – Travail à la tâche en viticulture (Yonne)**

**1. Dispositions d'embauche d'un tâcheron.**

**Remarques sur la durée du travail**

Lorsque la surface totale du contrat × nombre d'heures à l'hectare est :

1. Inférieure à 1 607 heures, le contrat est réputé établi à temps incomplet ;

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

2. Egale à 1 607 heures, contrat à temps plein ;
3. Supérieure à 1 607 heures, contrat à temps plein majoré d'heures supplémentaires à 25 %.

#### Primes

- générale (cf. convention collective) ;
- outillage : il est prévu une prime de 18,29 €/ha pour les salariés qui utilisent leurs propres outils (cela ne comprend pas en compte les vêtements).

### Article 2

L'annexe II à la convention collective du 21 novembre 1997 est modifiée comme suit :

#### C. – Travail à la tâche en viticulture (Nièvre)

1. Dispositions d'embauche d'un tâcheron.

##### Remarques sur la durée du travail

Lorsque la surface totale du contrat × nombre d'heures à l'hectare est :

1. Inférieure à 1 607 heures, le contrat est réputé établi à temps incomplet ;
2. Egale à 1 607 heures, contrat à temps plein ;
3. Supérieure à 1 607 heures, contrat à temps plein majoré d'heures supplémentaires à 25 %.

#### Primes

- générale (cf. convention collective) ;
- outillage : il est prévu une prime de 18,29 €/ha pour les salariés qui utilisent leurs propres outils (cela ne prend pas en compte les vêtements).

### Article 3

Les articles 47 « Classification des cadres » et 48 « Durée du travail et rémunération » sont modifiés comme suit :

#### Article 47

##### *Classification des cadres*

##### Groupe dirigeant

Emploi correspondant à la définition des cadres dirigeants de l'article L. 212-15-1 du code du travail : ceux auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou leur établissement.

Font notamment partie de cette catégorie :

- les mandataires sociaux ;
- les cadres définissant les stratégies politiques, économiques et financières de l'entreprise et ayant le pouvoir de les engager...

### Groupe I

Emploi dont la fonction est d'assurer la direction des travaux, leur exécution au moment opportun suivant les directives périodiquement établies par les instances supérieures de l'entreprise. Le titulaire de cet emploi prend en charge la plupart des fonctions du chef d'exploitation. Il participe aux travaux en tant que de besoin.

### Groupe II

Cadre dont la fonction est d'assurer la direction des travaux, leur exécution au moment opportun suivant les directives périodiquement établies par l'employeur ou un cadre qui lui est supérieur. Le cadre du groupe II exécute le travail lui-même ou le fait exécuter par les équipes dont il assure ou fait assurer l'encadrement. Largement autonome dans l'organisation des fonctions qui lui sont confiées, il doit néanmoins en rendre compte périodiquement, et à chaque fois qu'il se trouve devant une alternative susceptible d'engager durablement l'exploitation.

### Groupe III

Cadre dont la fonction est d'assurer la bonne exécution des travaux, seul ou avec une équipe qu'il encadre, selon les instructions bien définies de l'employeur ou de son représentant.

## Article 48

### *Durée du travail et rémunération*

Les cadres ont des fonctions qui exigent la permanence de l'emploi et qui n'excluent pas leur participation manuelle aux travaux de l'exploitation.

#### Pour les cadres dirigeants

Les cadres dirigeants ne sont pas soumis aux dispositions du code du travail relatives à la durée du travail (durées maximales, heures supplémentaires, temps partiel, travail de nuit, repos quotidien et hebdomadaire et jours fériés).

Les dispositions relatives aux congés payés, aux congés spécifiques, à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine du travail sont en revanche applicables.

Ils débattent librement avec leur employeur de leur rémunération forfaitaire sans référence horaire.

Le salaire mensuel minimum de la convention s'entend :

#### Pour les cadres des groupes I, II et III

Comme un salaire mensuel forfaitaire minimum incluant la rémunération de 6 heures supplémentaires en moyenne sur la semaine, le mois ou l'année, qu'elles soient réalisées ou non et comme le salaire correspondant au forfait en jours de l'article 48 *bis*.

Avec indication d'un salaire horaire permettant :

- d'une part, de régler les heures supplémentaires éventuellement réalisées au-delà des 6 heures supplémentaires hebdomadaires, mensuelles ou annuelles en moyenne ;
- et, d'autre part, de calculer le salaire lissé dans le cadre des conventions de forfait annuel en heures, lequel ne pourra en aucune manière être inférieur au salaire mensuel forfaitaire incluant les 6 heures supplémentaires en moyenne indiqué ci-avant.

#### **Article 4**

Il est créé :

A. – Un article 47 *bis* intitulé « Champ d'application des conventions de forfait pour les cadres ».

Afin de permettre la mise en place des conventions de forfait selon les modalités prévues par l'accord national sur la durée du travail en agriculture, il est opéré une distinction dans l'organisation du travail des différentes catégories de cadres.

##### **1. Cadres occupés selon l'horaire collectif (cadres intégrés).**

Cette notion vise les cadres des groupes III et II qui, bien que disposant de la qualité de cadre, sont intégrés à un atelier, un service ou une équipe et qui se voient contraints, de par la nature de leur fonction, d'adopter le rythme de travail de ce service.

Ils seront soumis à l'ensemble des modalités d'organisation du travail prévues par l'accord national du 23 décembre 1981 à l'exception des « Conventions de forfait en heures sur l'année » de l'article 11.3 et des « Conventions de forfait en jours » de l'article 11.4.

##### **2. Cadres organisant leur temps de travail (cadres autonomes).**

Cette notion vise les cadres ayant une réelle autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps. A l'exception des cadres du groupe dirigeants, traités à part, ce sont les cadres des groupes I, II et III qui ne répondent pas au critère d'intégration à l'horaire collectif de l'article 47 *bis* 1.

Pour ces cadres, il est notamment possible de conclure des « conventions de forfait annuelles en heures ou en jours » tel que le prévoit l'accord du 23 décembre 1981.

##### **3. Cadres dirigeants.**

Conformément à l'accord national, ils ne sont pas soumis à la réglementation sur la durée du travail.

B. – Un article 48 *bis* intitulé « Conventions de forfait en jours ».

Pour les cadres visés par l'article 47 *bis* 2, dont les contraintes d'organisation du travail ne permettent pas un suivi rigoureux de leur emploi du temps, des conventions de forfait annuel en jours pourront être établies par contrat, dans la limite de 215 jours de travail effectif par an, y compris la journée de solidarité instaurée par la loi du 30 juin 2004, pour un salarié bénéficiant de l'intégralité de ses droits à congés payés.

## **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 5 exemplaires au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Côte-d'Or, à Dijon.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 13 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)